

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS51/1
G/L/98
G/SCM/D4/1
G/TRIMS/D/1

6 août 1996

(96-3149)

Original: anglais

BRESIL - CERTAINES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE

Demande de consultations présentée par le Japon

La communication ci-après, datée du 30 juillet 1996, adressée par la Mission permanente du Japon à la Mission permanente du Brésil et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de vous faire savoir que le gouvernement japonais demande l'ouverture de consultations avec le gouvernement brésilien conformément aux articles premier et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994"), à l'article 8 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce ("Accord sur les MIC") et aux articles 4.1, 7.1 et 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC"), au sujet de certaines mesures concernant les investissements dans le secteur automobile (les "mesures") que le gouvernement brésilien a mises en application en décembre 1995 en vertu de la Mesure provisoire n° 1235 et du Décret n° 1761, et qu'il a ensuite reconduites et modifiées. Ces mesures comportent, entre autres choses, des prescriptions relatives à la teneur en produits nationaux et des prescriptions concernant le respect de certaines proportions entre la valeur des exportations et la valeur des importations des fabricants de véhicules à moteur, de parties de véhicules et de matériel.

Le gouvernement japonais considère que ces mesures sont incompatibles avec les obligations résultant pour le Brésil de l'Accord sur l'OMC, y compris, en particulier, le GATT de 1994, l'Accord sur les MIC et l'Accord SMC. Il apparaît en effet qu'elles sont incompatibles avec certaines dispositions de ces accords, notamment les suivantes:

- 1) Article 2 de l'Accord sur les MIC;
- 2) Articles I:1, III:4 et XI:1 du GATT de 1994; et
- 3) Articles 3, 27.2 et 27.4 de l'Accord SMC.

En outre, le gouvernement japonais considère que ces mesures pourraient annuler ou compromettre les avantages résultant pour le Japon de l'article II du GATT de 1994 au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

./.

Le gouvernement japonais se réserve le droit de soulever des points de fait et de droit additionnels au cours des consultations.

Nous attendons votre réponse à la présente demande et souhaitons qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour les consultations. Comme notre délégation l'a fait savoir lors des consultations bilatérales qui ont eu lieu à Genève les 22 et 24 juillet, nous proposons que cette date soit le 13 août.